

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria
semaine du 28 mai au 5 juin 2026

English summary

Southern Africa

- The AfDB will invest 125 M USD in ATIDI, becoming its largest shareholder (14 %), with the aim of scaling up political and credit risk guarantees to mobilise private capital and close Africa's USD 400bn annual financing gap.

South Africa

- The PMI fell to 49.6 in May, signalling a return to contraction driven by weaker demand, higher fuel prices, and rising input costs linked to energy and logistics pressures.
- The US is considering a 12.5 % tariff on imports from 60 countries, including South Africa, over forced-labour concerns, with final decisions expected after July hearings.
- S&P affirmed South Africa at 'BB' with a positive outlook, citing fiscal improvement and reform progress, but noting weak growth and inflation risks.
- Treasury maintains that fiscal targets remain on track, with a primary surplus of 1.1 % of GDP and debt expected to peak in 2025/26 before gradually declining.

Angola

- Fuel supply disruptions persist despite official denial, driven by logistical bottlenecks at Sonangol and port delays, highlighting structural dependence on refined fuel imports.

- The central bank warns of rising sovereign exposure in the banking sector, increasing concentration risks amid oil-dependent public finances.
- UNITEL is preparing an IPO supported by strong profits, though earnings quality is partly reliant on banking dividends, raising sustainability concerns.
- TAAG launched a direct Luanda–Guangzhou route, strengthening Angola’s trade and aviation links with Asia.
- TotalEnergies continues major offshore investments, reinforcing Angola’s role as a key long-term upstream oil hub.

Zambia

- Zambia launched a USD 1.3 bn bond buyback to reduce debt costs, but investor opposition over pricing raises risks to the operation’s success.

Zimbabwe

- The government proposed extending the presidential mandate to 2030, raising governance concerns despite improved macro indicators (higher growth and lower inflation), with potential implications for sovereign risk perception and external financing.

Sommaire :

Afrique australe

- La BAfD devient premier actionnaire d'ATIDI pour renforcer les garanties en Afrique

Afrique du Sud

- Reflux de l'activité privée en mai, sous l'effet des tensions inflationnistes et du choc énergétique
- Les Etats-Unis envisagent l'instauration d'un droit de douane additionnel de 12,5 % vis-à-vis de 60 pays, dont l'Afrique du Sud
- S&P confirme la notation souveraine 'BB' et maintient une perspective positive
- Le Trésor assure que les objectifs budgétaires restent d'actualité malgré le choc lié à la guerre en Iran

Angola

- La pénurie que personne ne veut reconnaître
- Les banques angolaises de plus en plus exposées à l'État : la BNA tire le signal d'alarme
- UNITEL : une introduction en Bourse prometteuse, mais une rentabilité à relativiser
- TAAG ouvre une ligne directe vers la Chine et renforce les ambitions régionales de Luanda
- L'Angola demeure un pilier stratégique de TotalEnergies en Afrique

Zambie

- Lancement d'une opération de rachat à hauteur de 1,3 Md USD sur son euro-obligation 2053, tensions avec les créanciers

Zimbabwe

- Soumission d'un projet de prolongation du mandat présidentiel jusqu'en 2030, entre reprise économique et tensions de gouvernance

Afrique australe

La BAfD devient premier actionnaire d'ATIDI pour renforcer les garanties en Afrique

La Banque africaine de développement (BAfD) va injecter 125 MUSD dans African Trade and Investment Development Insurance (ATIDI), une institution panafricaine spécialisée dans les garanties et assurances contre les risques politiques et de crédit, afin d'en devenir le principal actionnaire (14 %, contre 3 %). Cette opération vise à renforcer le recours aux instruments de de-risking pour attirer des capitaux privés et combler le déficit annuel de financement du développement en Afrique, estimé à 400 Md USD.

Selon son président Sidi Ould Tah, cet investissement devrait permettre de tripler les volumes annuels de garanties d'ATIDI, avec un objectif de 10 Md USD par an, contre environ 3 Md USD actuellement. Cette initiative s'inscrit dans la nouvelle architecture financière africaine (NAFAD), visant à mobiliser l'épargne institutionnelle du continent.

Dans un contexte de recul de l'aide publique au développement, la BAfD appelle à un élargissement de l'actionnariat d'ATIDI, avec un intérêt croissant de partenaires internationaux, dont la France.

Afrique du Sud

Reflux de l'activité privée en mai, sous l'effet des tensions inflationnistes et du choc énergétique

L'indice PMI S&P Global est retombé à 49,6 en mai 2026, contre 51,6 en avril, repassant sous le seuil de 50 pour la première fois depuis cinq mois. Cet indicateur, qui mesure la dynamique du secteur privé (industrie manufacturière, services, commerce, construction et mines)

à partir d'un panel d'entreprises, signale une légère contraction de l'activité.

Ce repli s'explique principalement par un affaiblissement de la demande, avec un recul des nouvelles commandes et de la production. Selon les entreprises interrogées, cette évolution reflète une demande plus prudente des clients, pénalisée par la hausse des prix des carburants et l'incertitude liée au conflit au Moyen-Orient.

Du côté de l'offre, les tensions se sont accentuées. Les coûts des intrants ont progressé à leur rythme le plus élevé depuis près de quatre ans, sous l'effet de la hausse des prix de l'énergie et des coûts logistiques. Les délais de livraison se sont de nouveau allongés, traduisant des perturbations persistantes des chaînes d'approvisionnement. Dans ce contexte, les entreprises ont poursuivi le relèvement de leurs prix de vente à un rythme soutenu. Enfin, malgré ce recul de l'activité, l'emploi a continué de progresser, et ce à son rythme le plus rapide depuis septembre 2022, les entreprises cherchant à pourvoir les postes vacants et à soutenir leurs capacités opérationnelles. Les anticipations à un an restent globalement positives, bien qu'encore prudentes dans un environnement marqué par de fortes incertitudes énergétiques et géopolitiques.

Les Etats-Unis envisagent l'instauration d'un droit de douane additionnel de 12,5 % vis-à-vis de 60 pays, dont l'Afrique du Sud

Les États-Unis ont proposé l'instauration d'un droit de douane additionnel de 12,5 % sur les importations en provenance de 60 pays, dont l'Afrique du Sud ainsi que sept autres pays africains (Algérie, Angola, Égypte, Libye, Mauritanie, Maroc et Nigéria). Cette mesure fait suite à une enquête menée par l'United States Trade Representative portant sur le respect des normes relatives au travail forcé dans les chaînes d'approvisionnement. Selon

Washington, certains partenaires commerciaux ne lutteraient pas suffisamment contre l'entrée sur le marché de biens issus du travail forcé, créant ainsi une distorsion de concurrence au détriment des producteurs américains. Les économies concernées seraient soumises à une surtaxe de 12,5 %, contre 10 % pour les pays ayant engagé des accords ou mesures jugées partiellement conformes (dont les pays de l'Union européenne).

La décision finale interviendra à la suite d'auditions publiques qui seront organisées à partir du 7 juillet. L'Afrique du Sud conteste ces accusations et a demandé aux autorités américaines de fournir des éléments concrets sur les produits concernés.

S&P confirme la notation souveraine 'BB' et maintient une perspective positive

S&P Global Ratings a confirmé la notation souveraine de long terme de l'Afrique du Sud ('BB' en devises étrangères et 'BB+' en monnaie locale, assorties d'une perspective positive), reflétant l'amélioration progressive des finances publiques et la dynamique de réformes, malgré un environnement économique encore contraint. L'agence de notation souligne l'amélioration graduelle de la trajectoire budgétaire, soutenue par des recettes fiscales supérieures aux attentes et une discipline accrue des dépenses, qui a permis au gouvernement d'enregistrer un troisième excédent primaire consécutif en 2025. Cette dynamique devrait se poursuivre et contribuer à une réduction progressive du déficit et à une stabilisation de la dette à l'horizon 2029.

L'agence de notation note toutefois les perspectives de croissance modérées de l'Afrique du Sud (prévision de 1,2 % en 2026, avant une accélération à 1,7 % entre 2027 et 2029). À court terme, la hausse de l'inflation liée au choc énergétique dû au conflit au Moyen-Orient, combinée au

resserrement monétaire de la banque centrale, devrait peser sur la consommation et freiner l'activité. La perspective positive repose sur la poursuite des réformes structurelles, notamment dans l'électricité et les infrastructures, qui ont déjà permis une nette amélioration de la situation énergétique. Des risques subsistent néanmoins, liés aux contraintes d'infrastructures, aux tensions inflationnistes et aux chocs externes.

Par comparaison, Moody's Ratings maintient une notation de Ba2 avec perspective positive, tandis que Fitch Ratings attribue une note de BB avec perspective stable, reflétant globalement une évaluation convergente du risque souverain de l'Afrique du Sud.

Le Trésor assure que les objectifs budgétaires restent d'actualité malgré le choc lié à la guerre en Iran

Selon le Trésor Sud-africain, l'Afrique du Sud reste en mesure d'atteindre ses objectifs budgétaires malgré les tensions au Moyen-Orient. Le pays a enregistré un troisième excédent primaire consécutif pour l'exercice clos en mars 2026, à 1,1 % du PIB contre une prévision de 0,9 %.

Les autorités estiment que les mesures de soutien liées au choc énergétique, notamment la réduction temporaire de la taxe sur les carburants (environ - 17,2 Md ZAR), auront un effet neutre sur le plan budgétaire, grâce à un effet de base favorable. Le Trésor met également en avant des amortisseurs macroéconomiques, dont l'équilibre de la position extérieure, la relative stabilité de la monnaie et le caractère favorable des conditions de financement.

Selon les autorités sud-africaines, la dette publique aurait atteint un pic sur l'exercice 2025/26 et devrait reculer progressivement pour atteindre 76,5 % du PIB en 2028/29. Cette trajectoire est soutenue par une amélioration des finances

des entreprises publiques, notamment Eskom, qui enregistre une rentabilité retrouvée et n'a plus procédé à des délestages électriques depuis plus d'un an.

Angola

La pénurie que personne ne veut reconnaître

Alors que Sonangol continue d'exclure officiellement toute pénurie de carburant, les difficultés d'approvisionnement se multiplient à travers le pays. Longues files d'attente dans les stations-service de Luanda, ruptures ponctuelles dans plusieurs provinces du Centre et du Sud, tensions sur l'approvisionnement en gaz de cuisine : les perturbations affectent désormais une part importante du territoire national.

Selon plusieurs sources relayées par la presse locale, l'origine du problème serait moins liée à un manque de produits qu'à des dysfonctionnements logistiques et administratifs. Trois pétroliers transportant essence et diesel auraient ainsi subi d'importants retards de déchargement au port de Luanda en raison de procédures internes à Sonangol. Dans le même temps, la compagnie pétrolière attribue les tensions observées à une hausse « atypique » de la demande provoquée par des rumeurs de relèvement prochain des prix des carburants, dans un contexte marqué par la poursuite de la réforme des subventions.

Au-delà des explications avancées, cet épisode met en lumière la fragilité persistante de la chaîne d'approvisionnement énergétique angolaise. Dans un pays deuxième producteur de pétrole d'Afrique qui importe encore l'essentiel de ses carburants raffinés, quelques retards administratifs (mais aussi de paiement) ou

tensions logistiques suffisent à provoquer des ruptures locales et à alimenter les inquiétudes de la population. L'embarras des autorités, qui peinent à reconnaître l'ampleur des difficultés tout en multipliant les opérations de réapprovisionnement d'urgence, illustre les limites d'un système encore fortement dépendant de Sonangol et des importations de produits raffinés.

Les banques angolaises de plus en plus exposées à l'État : la BNA tire le signal d'alarme

Réuni le 1er juin, le Comité de stabilité financière de la Banque nationale d'Angola (BNA) a dressé un constat globalement rassurant sur la solidité du secteur bancaire, soulignant des niveaux satisfaisants de capitalisation et de liquidité, une progression du crédit à l'économie ainsi qu'une amélioration de la qualité des actifs. La banque centrale met toutefois en garde contre une hausse continue de l'exposition des établissements financiers à la dette souveraine. L'augmentation des investissements en titres publics et du financement du Trésor renforce la concentration des risques sur un seul emprunteur, dans un contexte où les finances publiques restent fortement dépendantes des revenus pétroliers. La BNA souligne également les risques liés à un environnement international marqué par des taux d'intérêt durablement élevés et par la volatilité des cours du pétrole. Face à ces vulnérabilités, elle appelle les banques à maintenir une gestion prudente du capital et de la liquidité et a décidé de conserver inchangées les réserves macroprudentielles actuellement en vigueur.

UNITEL : une introduction en Bourse prometteuse, mais une rentabilité à relativiser

Après plusieurs reports, la privatisation partielle de UNITEL franchit une étape décisive avec la dématérialisation de ses actions auprès de la CEVAMA, préalable à

une introduction en Bourse attendue entre juin et septembre 2026 sur la BODIVA. Contrôlé à 100 % par l'État angolais via l'IGAPE et SONANGOL, l'opérateur prévoit de céder 15 % de son capital, dont 2 % réservés aux salariés et aux organes sociaux. L'opération s'appuie sur des résultats financiers particulièrement solides : le bénéfice net de l'entreprise est passé de 34,6 Mds AOA en 2023 à 99,4 Mds en 2024 puis 158,4 Mds en 2025. Avec plus de 20 millions d'abonnés et près de 76 % du marché national, UNITEL conserve une position dominante dans les télécommunications angolaises. Cette rentabilité doit toutefois être nuancée, une part significative des profits provenant des dividendes versés par la banque BFA, dont UNITEL demeure l'actionnaire majoritaire.

TAAG ouvre une ligne directe vers la Chine et renforce les ambitions régionales de Luanda

La compagnie nationale TAAG Angola Airlines inaugurerait le 23 juin une liaison directe hebdomadaire entre Luanda et Guangzhou, devenant ainsi la deuxième compagnie africaine à desservir directement la métropole chinoise et la première d'Afrique australe à proposer cette liaison. Cette nouvelle route s'inscrit dans la stratégie de redressement de la compagnie et vise à renforcer son positionnement sur les marchés internationaux tout en accompagnant l'intensification des échanges entre l'Afrique et l'Asie. Elle intervient dans un contexte de forte croissance du trafic aérien et du fret sur cet axe, porté notamment par les relations économiques sino-africaines. Jusqu'à présent, les voyageurs devaient transiter par des hubs tels qu'Addis-Abeba, Le Caire ou Dubaï. Au-delà de sa dimension commerciale, cette liaison conforte également l'ambition de Luanda de se positionner comme plateforme régionale de connectivité entre l'Afrique australe, l'Europe et l'Asie.

L'Angola demeure un pilier stratégique de TotalEnergies en Afrique

La reconduction de Patrick Pouyanné à la tête de TotalEnergies jusqu'en 2033 confirme la continuité stratégique du groupe, qui entend poursuivre sa transition énergétique tout en consolidant ses positions dans les hydrocarbures. Dans cette trajectoire, l'Angola s'affirme comme l'un des principaux pôles de croissance offshore du groupe. Les mises en production de Begonia et de CLOV Phase 3 ont permis d'ajouter près de 60 000 barils par jour à la production nationale en 2025. TotalEnergies prépare désormais le développement du projet Kaminho dans le bassin du Kwanza, un investissement estimé à 6 Mds USD mené avec Sonangol et Petronas. Le projet devrait produire 70 000 barils par jour à partir de 2028 grâce à une nouvelle unité flottante de production (FPSO), la septième exploitée par le groupe dans le pays. La prolongation de la licence du bloc 32 jusqu'en 2043 confirme par ailleurs la volonté du

groupe de sécuriser durablement ses positions en Angola, devenu l'un de ses actifs stratégiques majeurs en Afrique.

Zambie

Lancement d'une opération de rachat à hauteur de 1,3 Md USD sur son euro-obligation 2053, tensions avec les créanciers

Le gouvernement zambien a lancé une offre de rachat de 1,3 Md USD visant une partie de son euro-obligation à échéance 2053, dans le cadre de ses efforts de réduction du coût de la dette. L'opération, financée à hauteur de 600 M USD par un prêt de la Banque africaine de développement, vise à alléger les obligations futures du gouvernement et à dégager des marges budgétaires pour des investissements prioritaires, notamment dans l'électricité, les mines et l'agriculture.

Les détenteurs d'obligations contestent toutefois l'opération, dénonçant un processus non négocié et « défavorable » aux investisseurs, estimant que la valeur des titres dépasserait le prix offert. Ils ont déjà rallié des porteurs représentant plus de 25 % de l'émission, alors qu'un seuil de 75 % pourrait activer une clause de rachat forcé ("clean-up call"), permettant à la Zambie de racheter le solde des titres.

Les obligations 2053 se négocient autour de 81 USD, au-dessus du prix de rachat de 78 USD, ce qui pourrait limiter la participation, avec un risque que le seuil de succès ne soit pas atteint.

Zimbabwe

Soumission d'un projet de prolongation du mandat présidentiel jusqu'en 2030, entre reprise économique et tensions de gouvernance

Le gouvernement a soumis au Parlement un projet de réforme constitutionnelle visant à prolonger le mandat du président Emmerson Mnangagwa jusqu'en 2030. Le texte, soutenu par le Zanu-PF, qui dispose d'une majorité des deux tiers, s'inscrit dans un climat politique tendu, marqué par des contestations émanant d'anciens responsables et de vétérans de guerre, ainsi que par un recours pendant devant la Cour constitutionnelle.

Cette initiative intervient alors que les perspectives macroéconomiques du Zimbabwe montrent des signes d'amélioration. La croissance a été révisée à la hausse en 2025 (à 7,5 %) et devrait rester soutenue en 2026 (5,0 % selon le FMI), soutenue par les secteurs agricole et minier. L'inflation en monnaie locale (ZiG) a quant à elle été ramenée à 4,4 % en g.a. en mai 2026 grâce à la politique monétaire restrictive menée par la Banque centrale.

Le projet de réforme est toutefois susceptible de freiner cette amélioration en influençant la perception des créanciers internationaux, qui pourraient y voir un affaiblissement des contre-pouvoirs institutionnels et des garanties de gouvernance. Alors que la restructuration de la dette souhaitée par les autorités nécessitera la mobilisation de financements relais et l'appui des partenaires multilatéraux, cette incertitude politique est de nature à accroître la prime de risque souveraine, à retarder la conclusion des accords et à compliquer la mise en œuvre du plan de désendettement.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda, SE de Maputo

jade.plancke@dgtresor.gouv.fr, antoine.guerindugrandlaunay@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : jade.plancke@dgtresor.gouv.fr, antoine.guerindugrandlaunay@dgtresor.gouv.fr